

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée le 23 novembre 1989 à Paris-Match daté du 30 novembre 1989, sur le mouvement de libéralisation en Europe de l'Est, la montée des intégrismes, les bienfaits de l'économie mixte et de l'alternance depuis 1981.

QUESTION.- Monsieur le Président, nous vous remercions d'avoir accepté cet entretien qui ouvre le numéro spécial de "Paris-Match" consacré à ces années 80 `1980`, dont vous avez été l'un des grands acteurs et des grands témoins. Ce que nous souhaitons évoquer, ce sont les transformations de la vie des Français ainsi que l'évolution des hommes et des idées au cours de ces années probablement les plus importantes depuis la fin de la dernière guerre. Bien que les journalistes soient toujours pressés par l'actualité, ces rendez-vous du temps qui passe nous permettent de mieux comprendre l'histoire contemporaine et de prévoir vers quoi nous allons. Si vous le voulez bien, allons tout de suite à l'essentiel et puisqu'il faut choisir, dites-nous quel a été, selon vous, l'événement dominant de cette décennie.

- LE PRESIDENT.- Eh bien, puisqu'il faut choisir, je dirai la transformation de l'Europe. L'Europe communautaire qui se fait, l'Europe communiste qui se défait. C'est cela qui change notre horizon. Ces événements ont entre eux de multiples relations, de constantes interactions. A l'Est, le changement n'a été possible que parce qu'il y a eu Mikhaïl Gorbatchev, assez lucide et courageux pour tirer la leçon de l'échec catégorique du système dont il a hérité. Depuis, les événements s'enchaînent comme quand un coup de pic au fond de la mine se répercute sur toute la longueur du boyau. L'avènement de M. Gorbatchev remonte aux années 1984 - 1985, à la moitié de la décennie. C'est pour moi un point de repère central.

- QUESTION.- Aviez-vous vu venir ces événements ?

- LE PRESIDENT.- La première fois que j'ai rencontré Mikhaïl Gorbatchev, c'était au temps de Tchernenko. Au cours d'un dîner d'Etat au Kremlin, où j'avais évoqué Sakharov, ce qui avait jeté un froid, j'avais remarqué la liberté de langage tout à fait surprenante de M. Gorbatchev, alors théoriquement numéro deux. Il avait souligné à l'intention de Tchernenko les mauvais résultats de la production agricole. Tchernenko ayant demandé pourquoi, M. Gorbatchev lui avait répondu qu'il y voyait la conséquence d'une centralisation abusive qui ne laissait pas assez de place à l'initiative personnelle ou locale. Tchernenko ayant ajouté "depuis quand ?", Gorbatchev, pincé sans rire, avait répliqué "depuis toujours". Il fallait oser dire cela, même sous forme de plaisanterie.

- QUESTION.- Aviez-vous pressenti l'homme qu'allait devenir Gorbatchev ?

- LE PRESIDENT.- J'ai eu peu après un entretien avec lui, entretien assez formel, lors des obsèques de Tchernenko. Devenu numéro un, son premier voyage en Occident a été pour la France, en 1985. Nous avons parlé, seul à seul, sept à huit heures environ. J'ai communiqué mes impressions par lettre à plusieurs de nos partenaires occidentaux, notamment à Ronald Reagan. Cette correspondance n'a pas été publiée. Elle le sera un jour.

- QUESTION.- Quel était votre sentiment ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vous en dirai pas davantage, sinon que j'ai exprimé au Président

américain mon souhait de le voir faciliter l'évolution en cours et ce que je pensais de la personnalité de M. Gorbatchev.\

QUESTION.- Le deuxième temps fort a été la visite de Gorbatchev à Paris, cette année 1989, et ce dîner à votre domicile, rue de Bièvre...

- LE PRESIDENT.- Ce repas entre nous et sous cette forme n'était pas le premier. A la fin de l'année dernière, me rendant à Baïkonour pour l'envol dans l'espace d'un équipage qui comprenait le Général Chrétien, je me suis arrêté à Moscou. Le programme protocolaire était assez rigide mais Mikhaïl Gorbatchev l'a fait voler en éclats et nous a invités, Danielle et moi, à passer la soirée dans sa résidence des environs de Moscou. Raïssa était présente ainsi que les interprètes. Nous avons commencé à 21 heures et terminé après minuit. J'ai constaté, une fois de plus, la formidable conviction et la volonté qui animent M. Gorbatchev face au scepticisme qui entoure sa démarche.

- QUESTION.- Vous me paraissez l'être, sceptique.

- LE PRESIDENT.- Je me rends compte des obstacles qu'il rencontre. Mais j'espère qu'il les surmontera. Et que l'Occident l'y aidera.

- QUESTION.- A-t-on l'impression de dialoguer encore avec un communiste ?

- LE PRESIDENT.- Assurément. Il a été formé, éduqué comme cela, sa vie a été faite de cela. Il se situe lui-même dans la tradition de Lénine. N'imaginons pas autre chose et intégrons cette donnée dans nos raisonnements. Mais l'histoire n'est pas écrite d'avance et ne s'est pas arrêtée en 1924. Dans les années 90, où nous sommes déjà, ce n'est pas à Lénine, mais à Gorbatchev qu'il incombe de saisir l'histoire à bras le corps. Il m'y paraît disposé.

- QUESTION.- Vous semble-t-il avoir une vision juste de ce qui se passe en dehors des frontières de l'Union soviétique ?

- LE PRESIDENT.- Il montre sur les conflits extérieurs, locaux ou régionaux une réelle intuition. En 1985, comme nous parlions de l'Afghanistan, j'avais perçu sa désapprobation quant à l'origine de la guerre et aux conditions dans lesquelles elle se déroulait. L'année suivante, il ne m'en a presque rien dit et s'est surtout attaché aux problèmes du Proche-Orient. Un peu plus tard, l'évacuation de l'Afghanistan était décidée. Sur chacun des conflits, il défend, - fût-ce âprement - ce qui n'étonnera personne, les intérêts de son pays. Au fond, il veut éliminer les risques de guerre, chaude ou froide, et se consacrer à ce qui est pour lui l'essentiel, la restauration économique de son pays et sa modernisation, ce qui suppose son ouverture au monde extérieur. Cette priorité est contrariée par le réveil brutal des nationalités à l'intérieur de l'Union soviétique et par la lourdeur de la machine qu'il dirige, la raideur de ses mécanismes. Il est donc très pressé. D'où les changements accélérés au sein de l'appareil soviétique, au bénéfice d'une nouvelle génération, et les initiatives multiples qui tiennent en haleine l'opinion internationale, sur le désarmement notamment. Oui, tout bien pesé, cette politique et ses suites constituent non seulement l'événement le plus important de la décennie, mais aussi de l'après seconde guerre mondiale.

- QUESTION.- Seulement voilà, peut-il réussir ?

- LE PRESIDENT.- Cette question vaut d'être posée. J'y réponds en cherchant sans fermer les yeux ni baisser la garde, à accroître ses chances de réussite.\

QUESTION.- Et ce qui se passe en Allemagne de l'Est ?

- LE PRESIDENT.- Prodigieux. Nous assistons, là où cela paraissait le plus improbable, au retour de la liberté, comme en Pologne et en Hongrie. Nous vivons la puissance de la liberté, la force révolutionnaire de la liberté. Sautant par-dessus le XIXème siècle, on ne trouve de précédent comparable que dans le mouvement populaire de 1789, chez nous. On pensait que la répression brutale finirait pas l'emporter. Et c'est le contraire qui se produit. Songer à la puissance de l'armature monarchique française en 1788. Elle n'a pas résisté six mois. De même, l'Union soviétique et chacun des Etats de l'Est ont les moyens matériels d'agir. S'ils ne le font pas, ou ne le font plus, c'est tout simplement parce que les valeurs de la liberté et l'espoir qu'elles suscitent sont plus forts que la force.\

QUESTION.- La réunification de l'Allemagne est-elle devenue possible ? Et d'abord, est-elle

sounaitable :

- LE PRESIDENT.- Parlons en termes précis. Pour moi, je l'ai dit, c'est la volonté du peuple allemand qui compte. Mais si la réunification occupe le rêve et la pensée des Allemands, ce qui est bien normal, le processus sera plus lent que certains ne l'imaginent. La volonté du peuple ne peut se passer de l'accord des Etats, des Etats allemands comme des Etats garants du statut allemand. Vous pourriez m'objecter, à l'allure où va l'événement, que tout, demain, peut céder à la pression populaire, que la poussée peut vider de substance le système communiste, qu'en Allemagne de l'Est, une opération du type Solidarité peut se produire. Qui sait ? Certaines données restent pourtant incontournables. La Pologne réalise un renversement de situation catégorique et pourtant, le Premier ministre, issu de "Solidarnosc", M. Mazowiecki, n'a pas perdu de temps pour affirmer que son pays restait un allié fidèle de l'Union soviétique, au sein du Pacte de Varsovie. C'est que la question des frontières issues de la dernière guerre reste entière et ne se règlera pas dans un moment d'émotion, aussi compréhensible que soit cette émotion. Il faut prendre garde à ce que le processus engagé s'affirme démocratique et pacifique.

- QUESTION.- Il est inéluctable ?

- LE PRESIDENT.- Ce qui est acquis est acquis et l'histoire de cette fin de siècle n'a pas fini de bouger.

- QUESTION.- Est-ce un bien pour l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Ce qui est bon pour l'Europe, c'est qu'elle sorte pacifiquement, je le répète, de l'état qui est le sien depuis 1945. Mais réfléchissons à ceci : nous vivions dans le cadre d'un ordre établi. Cet ordre était celui d'une Europe dépossédée d'elle-même. Cependant, comme tout ordre, il assurait un équilibre, et cet équilibre était celui qu'avaient réalisé entre elles les deux grandes puissances de l'Est et de l'Ouest. Une paix armée, mais la paix. Plus de place aux hasards. Cet équilibre-là, on le connaissait, on y était habitué. Désormais, il faut en inventer un autre. Avant d'y parvenir, l'Europe traversera des turbulences, des crises. On aura grand besoin d'imagination et de sang-froid. Bref, les difficultés commencent. Ce qui n'ôte rien à la joie qu'on éprouve devant ce don du ciel - et des hommes - : la liberté en marche. Simplement, mieux vaut savoir que rien ne sera facile et qu'il est un autre bien précieux à préserver, la paix.\

QUESTION.- Que l'Europe de 93 s'élaboré dans ce contexte incertain n'est pas rassurant. Dans quelle Europe la France sera-t-elle engagée ? Est-ce que le scénario initial ne doit pas être réécrit ?

- LE PRESIDENT.- Au coeur de ce tumulte, rares sont les points fixes. L'Union soviétique, il serait fou de l'oublier, est toujours là. Quant à l'Europe de la Communauté, elle représente le seul pôle d'attraction possible pour les peuples en quête d'unité et de démocratie. Cette attraction a déjà joué, j'en suis convaincu, dans la rapide évolution de l'Est. J'attends que les pays européens occidentaux prennent davantage conscience de l'urgence qu'il y a pour eux à parachever leur entreprise communautaire. "Allez plus vite", voilà ce que je leur demande, sinon ils seront entraînés dans le maelström. Cela, au demeurant, ne constituera qu'une étape car le véritable rendez-vous est celui qui verra l'Europe se reconnaître dans l'Europe et, d'où qu'ils soient, du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, les Européens se redécouvrir.

- Pour l'instant, nous vivons cette contradiction qui veut que les alliances restent ce qu'elles étaient, les puissances dominantes aussi, même si les commandes répondent de moins en moins, tandis que, arbitrairement coupée en deux, sa frontière intérieure passant en son milieu, séparant des systèmes philosophiques, politiques, économiques, sociaux, culturels, contraires sinon contradictoires, l'Europe tout entière s'est mise en mouvement. Maintenant les centres de pouvoir vont se multiplier. Chacun voudra obéir à sa loi. Nous allons traverser une période de grande tension. Je ne vois dans notre paysage immédiat qu'une rampe à portée de la main : l'Europe communautaire. Dépêchons-nous d'en solidifier les fondements et d'en accélérer la construction. Je m'y emploie.

- QUESTION.- On se demande précisément si la construction européenne ne va pas se laisser prendre de vitesse par ce qui se passe à l'Est. En parlerez-vous lors du prochain Conseil européen que vous présiderez ?

- LE PRESIDENT.- Il va de soi que ces événements occuperont une large part de l'ordre du jour

du Conseil du 8 décembre. C'est déjà entendu.

- QUESTION.- Certaines personnalités françaises estiment que la date de cette réunion devrait être avancée.

- LE PRESIDENT.- Le 8 décembre n'est pas loin. Ne cédon pas à l'énervement. Nous posséderons davantage d'éléments d'appréciation avec un peu de recul. Nous avons à faire un travail sérieux. Cela dit, des contacts incessants ont déjà lieu, avec les uns, avec les autres et j'ai invité les Douze le samedi 18 novembre, à Paris, afin de préparer utilement la suite.\

QUESTION.- L'opposition en France se plaint de ce qu'elle appelle notre absence dans l'Europe de l'Est.

- LE PRESIDENT.- Cette critique relève de la mécanique verbale qui sert de réflexion à ceux qui portent ce jugement. J'ai entretenu une relation active avec l'Est depuis longtemps, y compris à une époque où elle ne suscitait que la critique. Rappelez-vous la visite à l'Elysée de M. Jaruzelski, en 1985, ma rencontre à Prague avec les dirigeants tchécoslovaques, à Sofia avec les dirigeants bulgares. Que n'ai-je entendu à l'époque ! Pour mes censeurs, ce n'était jamais le moment ! Je suis allé en visite d'Etat dans tous les pays de l'Est, à l'exception de la Roumanie, on peut comprendre pourquoi, et de la RDA, où je dois me rendre d'ici peu. La plupart de leurs responsables viennent à Paris. Le Premier ministre, plusieurs ministres et en premier lieu le ministre des affaires étrangères ont multiplié les déplacements et les échanges, sans ménager leur peine. Nous disposons désormais d'un réseau serré de relations politiques, économiques, culturelles avec l'Est. Certes, nous avons besoin d'une implantation commerciale plus dense. Cela résultera d'un élan national auquel tous doivent concourir. Votre journal y contribuera en répondant à mon appel.\

QUESTION.- N'est-il pas surprenant qu'après soixante-dix années de régime communiste dur les peuples de l'Est aient gardé leur identité ?

- LE PRESIDENT.- Cela prouve qu'on ne joue pas avec les réalités nationales, ni avec les identités culturelles. L'Europe unie devra se souvenir de cette leçon.

- QUESTION.- Peut-on dire que la décennie aura marqué le début de la fin du communisme ?

- LE PRESIDENT.- Je suis frappé par le fait que ce sont surtout des jeunes entièrement formés par le système communiste qui se révoltent ou qui s'en vont.\

QUESTION.- Vous avez évoqué la force de l'identité nationale qui resurgit à l'Est. Est-ce que notre identité nationale n'est pas, sinon menacée, du moins remise en question par les problèmes liés à l'immigration ? N'est-ce pas là un des phénomènes les plus importants de la décennie ?

- LE PRESIDENT.- Les questions liées à la démographie sont à placer au premier rang, vous avez raison de l'observer. Par exemple, il y aura cent millions d'habitants d'ici peu en Afrique du Nord, alors que l'Europe fait peu d'enfants. Il y a là de nouveaux facteurs de déséquilibre qu'on ne peut ignorer. De plus les frontières sont poreuses. Mais vous remarquerez que s'il est juste et nécessaire d'interdire l'immigration clandestine, l'immigration autorisée, celle que l'on connaît, et que l'on accepte doit être appréciée en raison du marché du travail et de notre capacité d'intégration. Y a-t-il trop d'immigrés ? Par comparaison avec les époques antérieures, la proportion d'immigrés dans la population ne s'est pas sérieusement accrue. Mais elle a changé de nature. Hier il s'agissait d'immigration européenne, aujourd'hui elle est africaine et asiatique, c'est-à-dire qu'elle n'obéit pas aux mêmes critères culturels. Ce qui rend l'intégration plus difficile. Mais puisque vous me parlez d'identité nationale, je vous rappellerai que la France et son peuple sont eux-mêmes le produit de brassages permanents où se sont mêlés quantité d'éléments hétérogènes qui ont fini par fonder l'une des plus anciennes et des plus solides nations du monde. Je pense que la France a conservé cette vertu. Quoi qu'il en soit, quand on accueille des immigrés et quand on bénéficie de leur travail, on a le devoir de reconnaître leurs droits, comme on le fait à l'égard des travailleurs français et de mener une politique d'intégration active.

- QUESTION.- La solution n'est-elle pas européenne ?

- LE PRESIDENT.- Sans aucun doute. Le Marché unique de 1993 exigera, entre Européens, l'harmonisation de nos lois.\

QUESTION.- Vous ne semblez pas ressentir l'intégration musulmane, à cause de la montée des intégrismes, comme une menace ?

- LE PRESIDENT.- Mais si, l'intégrisme est dangereux. Bien des pays musulmans s'en gardent. Ne soyons pas moins vigilants. Nous en avons le moyen.

- QUESTION.- En tout cas, vous ne considérez pas qu'il faille imposer une politique d'intolérance ?

- LE PRESIDENT.- Sûrement pas ! Ne confondons pas vigilance et intolérance. Notre société de droit est le plus solide rempart contre la violence qu'on tente de nous imposer. La position équilibrée qui vient d'être définie par Lionel Jospin dans l'affaire du foulard islamique s'inscrit dans ce contexte.

- QUESTION.- Vous pensez que les Français sont capables de surmonter la révolution socio-culturelle que cela implique ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je le crois. Les partis qui s'inspirent du racisme pour agiter l'opinion sur ce point n'obtiennent, malgré tout, qu'une audience limitée, ce qui prouve que la France est un vieux pays civilisé qui dispose d'une grande capacité d'adaptation aux flux migratoires, à condition d'y rester attentif.\

QUESTION.- Estimez-vous changée la France que vous avez trouvée au début de la décennie ?

- LE PRESIDENT.- Oui, beaucoup.

- QUESTION.- Dans quel sens ?

- LE PRESIDENT.- Elle va mieux. Au point de vue économique d'abord. Ce n'est pas seulement dû au mérite de ceux qui gouvernent, mais aussi au fait que la crise se fatigue. L'usure du pouvoir existe & celle de la crise également. Commencée en 1971 avec la rupture des accords de Bretton Woods et aggravée deux ans plus tard par le quadruplement du prix du pétrole, elle arrive à son terme. Les circuits se rallument un peu partout. Notre économie est correcte, avec des défaillances ici ou là que nous nous attachons à corriger. Notre industrie n'est pas suffisamment outillée, nos chefs d'entreprise ont, d'une façon générale, besoin de plus d'audace, d'esprit de conquête. Comme les pays colonisés, nous vendons le cuir de nos vaches, mais nous achetons des chaussures à l'extérieur ! Nous vendons des plaques d'acier, mais nous achetons des machines sophistiquées, comme celles qui servent à tirer nos journaux ! Pour changer cela il faut moderniser, oser. On y travaille, mais ça ne se fera pas en un jour. Qu'est-ce que la crise, sinon l'inadaptation d'une société aux avancées de la technologie ? Ni la métallurgie, ni la sidérurgie, ni le textile n'étaient dans la France de 1974 en mesure de supporter le choc des progrès techniques. La durée d'une crise de ce type correspond au temps que met un pays à s'équiper et à adapter la formation des femmes et des hommes aux industries nouvelles. De plus, nous ne disposons pas d'une industrie de la machine-outil capable de répondre à nos besoins. Si - en dépit des 400000 emplois créés en 1989, record de ces quatorze dernières années - nous restons un pays à fort taux de chômage - plus de 10 % - c'est parce que nos équipements et nos méthodes de formation ont été plus lents qu'ailleurs à se moderniser. Une génération a été injustement sacrifiée à cause de cela.

- Aussi, dès 1981, nous sommes-nous attaqués avec vigueur à ce problème. En même temps qu'une politique sociale, la plus ambitieuse depuis le Front populaire de 1936, nous avons entrepris de transformer les structures économiques et administratives. Je ne veux pas dire que rien n'avait été fait avant nous. Mais cela n'avait pas suffi à enrayer le mal. Maintenant on respire - et on avance. Notre monnaie se révèle capable de supporter les à-coups d'une économie mondiale encore trop anarchique. On a récemment voulu entraîner le franc dans un mouvement monétaire à partir d'une éventuelle réévaluation du mark. Nous avons relevé le gant. Parce que nous le pouvions. Cette situation est encore trop fragile pour que le gouvernement puisse mettre en oeuvre tous les progrès sociaux qu'il est le premier à souhaiter. Poursuivons notre effort. Elle ira s'améliorant. Pour tous.\

QUESTION.- N'y a-t-il pas un paradoxe entre l'arrivée de la gauche au pouvoir et, durant ces années, ce qu'on pourrait appeler la glorification de l'argent ?

- LE PRESIDENT.- Glorification, non ! Pas par nous, en tous cas. Pardonnez cette vérité de La

Palisse : puisqu'on sort de la crise, il est logique que le pays gagne plus d'argent ! Je ne vais pas m'en plaindre. Je pense simplement qu'il convient de redistribuer les profits, de réduire carrément les inégalités qui sont grandes et dommageables à l'unité de la nation en même temps qu'aux progrès de notre économie. En 1981, j'ai choisi une manière de compromis historique, l'économie mixte. Faire du Lénine en France, et soixante ans après, ça n'avait pas de sens. Le socialisme, tel que je le comprends, est une chance supplémentaire pour la liberté, pas le contraire.

- Mais il est vrai que la société d'économie mixte n'a pas suffisamment fait bouger les structures qui entretiennent et protègent les privilèges et nuisent, de ce fait, à l'intérêt général, même si les réformes réalisées par le gouvernement Mauroy en l'espace de quelques mois ont été considérables, réformes poursuivies par Laurent Fabius et Michel Rocard. C'est le moment de persévérer, d'aller plus avant. J'ai été heureux, à cet égard, des mesures prises récemment, entre autres choses, pour l'éducation et le logement. D'autres chantiers, très vastes, s'ouvrent à nous.

- Je pense en particulier à la Fonction publique et à l'extension des lois Auroux dans le secteur privé, qu'il conviendrait d'abord d'appliquer, comme l'a voulu le législateur. Il y a là quantité de mesures d'ordre qualitatif qui sont à notre portée et qui s'imposent.

- C'est pour moi une obligation politique et morale impérieuse que de répondre à l'attente de ceux qui vivent difficilement au sein d'une société prospère et qui sont le plus grand nombre.\

QUESTION.- On constate que l'exode des Allemands de l'Est s'effectue vers un des symboles du capitalisme en Europe, à savoir l'Allemagne de l'Ouest.

- LE PRESIDENT.- Si la RFA était dirigée par des sociaux-démocrates, les Allemands de l'Est s'y rendraient aussi bien. Cet exode se fait vers la liberté plutôt que vers l'argent. C'est vrai qu'on produit plus quand on est plus libre. Toutes les ressources de l'intelligence et de l'initiative peuvent être exploitées dans une démocratie alors qu'elles ne le sont pas quand s'exerce le pouvoir absolu d'une hiérarchie étroite où personne n'est responsable de rien, ni de soi-même.

- Cela dit, je constate que les pays tombés dans le dogme du libéralisme ne tiennent pas non plus la route. Les inégalités y sont criantes, impitoyables, la pauvreté sans recours et les antagonismes s'exaspèrent. Je n'ai jamais eu la conception d'un Etat dévorant qui ferait tout aux lieux et places des individus, contrairement à la théorie que me prêtent certains. Mais je crois aux devoirs de la puissance publique, à son rôle nécessaire, irremplaçable. L'économie mixte est une recherche d'équilibre intérieur où l'Etat s'affirme pendant que, dans le même moment, l'initiative privée se développe, afin que s'allient et se complètent les facteurs de réussite.

- QUESTION.- Vous pensez que ce modèle survivra à la décennie ?

- LE PRESIDENT.- Je le pense. Si vous laissez nos sociétés s'abandonner à la loi de la jungle libérale (dans le sens économique du mot), avec - c'est la logique du système - une minorité de surpuissants et une multitude de bas salaires et de bas revenus, vous entrerez dans une phase de troubles généralisés. D'autant plus que ce libéralisme est un faux-semblant dans beaucoup de pays qui se réclament de cette doctrine. Chez nous, par exemple, le tempérament français est étatiste jusqu'à l'excès. C'était le cas de Colbert, de Bonaparte, des Jacobins, comme de la IIIème République. On n'a pas attendu les socialistes pour cela ! La bourgeoisie dite libérale est étatiste, ou si vous voulez, dirigiste. De gauche ou de droite, le tempérament français est ainsi fait.\

Aussi quels que soient l'époque, le système, l'idéologie en place, donner à ce tempérament plus de champ est risqué. C'est pourquoi en 1981 - 1982 nous avons décidé à la fois des nationalisations (vous remarquerez qu'elles ont toutes économiquement réussi, on le constate aujourd'hui) et la décentralisation qui avait, pour les raisons que je viens d'exposer, valeur de contre-pouvoir. Il s'agissait de donner plus de souplesse à nos institutions, de multiplier les centres de décision, de diffuser la responsabilité au plus près des réalités et sur le terrain. On salue depuis lors la décentralisation comme une réforme déterminante, la plus importante depuis Napoléon Bonaparte, pour ce qui touche aux structures de la République. On a raison. A mes yeux, la décentralisation est une donnée majeure du changement qui s'est opéré pendant la décennie des années 80. J'observe avec amusement ceux qui ont voté contre en 1982 s'en faire

les chevaliers servants et titiller ceux qui ont voté pour, accusés de n'en pas faire assez. Voilà une saine concurrence ! Eh bien, je vais dans leur sens et crois le moment venu de mettre à plat, comme on dit communément, le bilan de la décentralisation, ses réussites, ses ratés. De la pousser plus loin là où il faut. Parallèlement, il conviendra de réexaminer les rôles respectifs des institutions qui en ont la charge, Etat, régions, départements, notamment de réaliser dans les conseils généraux où l'on dispose désormais de budgets importants une péréquation démographique pour déterminer une plus juste représentation des cantons. J'aimerais que ces réformes, ou qu'une partie d'entre elles, fussent adoptées dès la prochaine session parlementaire c'est-à-dire à partir d'avril 1990.\

QUESTION.- Mais si le poids de l'Etat tient, comme vous le dites, à une tradition fortement centralisatrice en France, la haute administration qui gère cet Etat n'est-elle pas toujours plus puissante avec les moyens techniques qu'elle possède ? De telle sorte que vous ne pouvez pas changer grand'chose. Vous faites même appel, dans l'exercice de votre charge, aux meilleurs produits de nos écoles qui ont bu le même lait.

- LE PRESIDENT.- Vous posez là un vrai problème. L'Ecole Nationale d'Administration (ENA), les grandes écoles, les grands corps de l'Etat sont de remarquables outils de formation dont on peut difficilement se passer. Mais, puisque vous me parlez de moi, je m'attache à diversifier le recrutement de mes collaborateurs en les choisissant aussi bien dans l'université, dans les milieux professionnels, et même hors de tout cursus honorum, au grè de leurs qualités personnelles. Mais je reconnais que la tendance aidant et par souci d'efficacité et de commodité, il est difficile d'échapper à une sorte d'encerclement. Je m'efforce de distinguer ceux qui m'entourent par la connaissance qu'ils ont de la réalité française. Il n'empêche qu'un danger d'uniformisation existe, uniformisation qui apparaît dans une façon de s'exprimer, de rédiger, de s'habiller, de se distraire. Cela résulte de la formation que reçoivent nos hauts fonctionnaires selon des critères invariables. Les avantages de cet état de choses sont grands. Les inconvénients aussi. Je pense qu'afin d'éviter un appauvrissement des tempéraments et des manières de faire, il serait bon de concevoir une décentralisation du recrutement, une réforme des critères de sélection. On pourra dire alors que la décentralisation est entrée dans nos moeurs.\

QUESTION.- Pour en revenir à la question initiale, sur le plan national, quel est l'événement politique le plus notable des années 80 en France ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas. Cherchons.. Peut-être mon élection de 1981 ?

- QUESTION.- N'est-ce pas plutôt l'accoutumance des Français à l'alternance tranquille ?

- LE PRESIDENT.- Ceci découle de cela. 1981 a réalisé la première alternance de la Vème République et, par la double victoire présidentielle et législative des socialistes, la première alternance réelle depuis 1936. On s'était déshabitué de ce type de situation au point que ceux qui gouvernaient s'y croyaient appelés par je ne sais quel décret divin ou quelle loi de la nature. Ils n'ont pas tout à fait cessé de penser que le pouvoir, dès lors qu'il leur a échappé, a quelque chose d'illégitime. A cet égard, l'élection présidentielle de 1988 a mis à mal cette présomption ! Mais là encore, la France se porte mieux. L'alternance est l'oxygène de la démocratie. Je vous en parle en connaissance de cause puisque j'ai eu à gérer trois alternances en sept ans : 1981, 1986, 1988. Tous comptes faits, cela s'est plutôt bien passé.

- QUESTION.- Peut-être en connaîtrez-vous une quatrième ?

- LE PRESIDENT.- Tout est possible. Mais on passerait alors de l'alternance au tournis.

- QUESTION.- Quels avantages, à votre avis, la France a-t-elle tiré de cette évolution ?

- LE PRESIDENT.- Changer d'air, comme on dit au rugby, est sain si l'on n'en abuse pas. C'est comme ça qu'on marque des points. Il me semble que les Français vivent moins crispés, d'une famille politique à l'autre. Les relents de guerre civile qui accompagnaient depuis trente ans nos débats s'estompent. Il y a moins de sectarisme. On sait davantage dans les grandes circonstances que l'on appartient au même pays. Par rapport aux années que j'ai connues après 1958, il faut ranger cette décrispation, même relative, parmi les apports principaux de cette décennie.

- QUESTION.- N'est-ce pas à cause de cette moindre dureté du débat que l'on parle souvent, à

propos des années 80, d'un appauvrissement du débat intellectuel ? Vous sentez-vous le Président du "consensus mou" ?

- LE PRESIDENT.- Pas le moins du monde. D'ailleurs, hors quelques grands et rares sujets où tout le monde se retrouve, où est le consensus ? Ne le regrettons pas. Je ne vois pas comment une société avancerait sans pensées maîtresses, sans objectifs majeurs, ce qui conduit naturellement au choc des idées, des projets. Ne vous inquiétez pas pour notre démocratie. Elle est bien vivante. Ce n'est pas parce que l'opposition ne semble pas encore revenue de sa déconvenue de 1988 qu'elle en restera là. Elle compte des hommes de talent et des équipes de relève. Sans doute la confusion chez elle prévaut-elle au point de nous empêcher de distinguer son paysage. Mais je ne me fais pas de souci pour elle. Elle rebondira et la majorité du même coup retrouvera ses marques. Il serait saugrenu en tout cas qu'on me reproche les défaillances de l'opposition. Je ne peux quand même pas me mettre à sa place !

QUESTION.- Parmi les événements importants que la France a traversés figure aussi le terrorisme.

- LE PRESIDENT.- Oui, la France en a beaucoup souffert.

- QUESTION.- Une des caractéristiques des pays occidentaux frappés par le terrorisme d'Etat est une certaine impuissance à traiter le problème.

- LE PRESIDENT.- Qu'appellez-vous impuissance ? Atteindre le terrorisme dont la technique est de se perdre dans la masse, est très ardu. Malgré cela il a échoué et échouera. C'est cela le fait principal. Il n'a pesé sur aucun des grands choix politiques, nulle part. Pas même en Colombie où le terrorisme des narco-trafiquants ne parvient pas à faire reculer le pouvoir.

- QUESTION.- Comment le vaincre ?

- LE PRESIDENT.- En le vidant d'utilité. En refusant tout compromis. En disposant de services de sécurité et de renseignement formés à ce type de combat. En faisant front devant l'épreuve.\

QUESTION.- Est-il d'autres domaines sur lesquels vous aimeriez insister ?

- LE PRESIDENT.- Je ne serais pas complet si je ne retenais pas parmi les changements notables de la décennie en France l'impact de la politique culturelle : la créativité partout, un certain air de fête, l'envie de dire, de lire, d'inventer, la recherche redevenue priorité de la nation, le réveil de l'architecture, la musique dans la rue autant que dans ses temples, Paris marché de l'art...\

QUESTION.- Le chef de l'Etat doit se trouver parfois dans des situations difficiles, lorsqu'il y a des décisions, des engagements pénibles ou délicats à prendre. Est-ce arrivé souvent ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Je citerai l'envoi de nos soldats au Tchad et au Liban, mon discours de Bonn sur les euromissiles, le choix de 1983 pour le maintien du franc dans le système monétaire européen, le départ de Pierre Mauroy - et j'en passe !

- QUESTION.- Il y en eut aussi de plus agréables...

- LE PRESIDENT.- Heureusement ! Comment oublier la suppression de la peine de mort, la poignée de mains de Verdun, le voyage en Israël, l'Acte unique de Luxembourg, l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal, la libération d'otages, l'Eurêka technologique... J'arrête là. Je ne suis pas encore à l'heure d'écrire mes mémoires.\

QUESTION.- Les décisions que vous prenez au sommet du pouvoir finissent par avoir un caractère abstrait. Comment conserver le sens de l'humain ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas enfermé à l'Elysée. Je vois mes amis. Je vais au théâtre, au cinéma. Je parcours les chemins que j'ai toujours connus : la Nièvre, la Charente, les Landes. Là, il n'y a entre les Français et moi ni préfet, ni gendarmes.. ni journalistes. Je regarde. J'écoute. Les gens, les choses, les heures, les saisons. J'ai grand plaisir à retrouver mes anciens camarades d'enfance (qui se font rares), d'études, de guerre, de politique. J'ai toujours appris d'eux. Je continue malgré les vides, les départs. Mes enfants me renvoient l'écho de leur génération. Bref, je ne me plains pas de mon sort et j'accomplis ma tâche... abstraite, avec une vraie passion des joies et des peines réelles qu'éprouvent mes proches et aussi les autres, qui sont le peuple français. Qu'est-ce que ça donne finalement ? A vous d'en juger.

- Mais cela ne marche pas toujours et je sens parfois que j'ai besoin de rattraper le temps qui va, qui va plus vite que moi. Je me méfie alors de la sclérose qui me guette comme elle guette tout

ce qui vit. Si je perds du terrain, il faut me le dire. J'essaierai. Croyez-moi, je reste disponible. La critique, je la reçois comme chacun, plutôt mal. J'ai toujours le sentiment d'une injustice. Jusqu'à ce que je me convainque qu'elle n'a pas forcément tort. Ca arrive. Donc la critique me fait du bien. On admettra que je suis servi. Voyez, tout se conjugue pour m'empêcher de me rouiller. Vive la démocratie ! c'est la meilleure médecine contre "le pouvoir abstrait".

- QUESTION.- Au moment d'achever notre conversation estimez-vous que nous avons fait le tour des choses qui ont marqué la décennie ?

- LE PRESIDENT.- Evidemment non. Il faudrait écrire un livre à plusieurs tomes. Par exemple j'ai abordé ce sujet en choisissant les transformations de l'Europe. J'aurais pu aussi bien évoquer le désarmement puisque c'est la première fois qu'on va dans ce sens, l'expansion japonaise, les victoires de la démocratie (Amérique latine, Philippines et maintenant l'Est de l'Europe), la prise de conscience écologique, et, dans d'autres domaines, les progrès de la biologie ou de la physique dont les effets se font déjà sentir dans notre vie collective. Et ainsi de suite.\

QUESTION.- Au terme de cet entretien, notre dernière question porte sur l'accélération de l'Histoire, due essentiellement à la circulation des informations, au brassage des idées et des mœurs. Honnêtement, un homme d'Etat peut-il parvenir à en mesurer et en maîtriser le cours ? Finalement, quel héritage laisserons-nous à nos enfants et petits-enfants, à l'aube du XXIème siècle ? Quelles valeurs a-t-on sauvegardées pour les générations à venir ? Quelle est la part d'espérance ?

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas que l'histoire aille aujourd'hui plus vite qu'au temps de Jules César, de Christophe Colomb ou de Condorcet. Il est cependant certain que nous recevons davantage d'informations sur ce qui se passe dans le monde. Et il est aussi clair que les actions de tous sont de plus en plus complexes et interdépendantes.

- A nous de savoir dégager l'essentiel pour laisser aux générations à venir un monde moins pollué, plus libre, plus pacifique donc plus responsable. Mais je vois que nous revenons à notre point de départ !\